



XIII^e Congrès forestier mondial – Développement forestier: un équilibre vital

O. Serrano

*Faits, chiffres et points saillants
d'une réunion forestière sans
précédent.*

Le premier Congrès forestier mondial (CFM) a eu lieu en 1926, le deuxième 10 ans plus tard, et depuis 1949 les congrès ont été organisés environ tous les six ans, en partenariat avec la FAO et le pays hôte. Le XIII^e Congrès forestier mondial, tenu à Buenos Aires (Argentine) du 18 au 23 octobre 2009, était la plus grande réunion sur les forêts jamais organisée. Plus de 7 000 experts ont eu l'occasion de présenter leur travail et d'en discuter, de partager leurs expériences et de renforcer leurs réseaux à travers les continents. Des participants venus de 160 pays se sont réunis au parc des expositions de La Rural pour échanger leurs opinions sur le thème du Congrès: «Développement forestier: un équilibre vital».

Des participants – qui assistaient en tant que particuliers et ne représentaient ni leur pays ni une organisation – sont venus de tous les continents; comme prévu, la majo-

rité d'entre eux provenaient d'Amérique centrale et du Sud, et au moins la moitié d'Argentine. Ont assisté au Congrès des responsables des politiques (y compris un certain nombre de ministres chargés du secteur forestier), des chercheurs, des praticiens forestiers et des représentants de l'industrie, d'institutions financières et d'organisations de développement. Les 14 membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) étaient tous représentés, de même que de nombreuses organisations non gouvernementales. Le nombre d'étudiants présents était surprenant: quelque 1 200 jeunes appartenant à un large éventail d'universités, dont beaucoup étaient soutenus par des associations comme l'Association internationale des étudiants forestiers (IFSA) et l'Association des étudiants en sciences forestières d'Amérique latine (ALECIF).

Près de 600 participants sont venus

Olman Serrano, forestier principal, FAO, était le secrétaire général adjoint du XIII^e Congrès forestier mondial.



Leopoldo Montes, Secrétaire général du XIII^e Congrès forestier mondial, a accueilli les participants au Congrès le samedi soir 18 octobre

d’Afrique et d’Asie. Plus de 200 personnes venues de pays en développement ont pu assister au Congrès grâce à un programme de parrainage coordonné par la FAO et financé par les gouvernements américain, britannique, espagnol et finlandais.

Pour la première fois, les pays du Proche-Orient étaient présents en grand nombre au Congrès forestier mondial et ont organisé un événement spécial pour exprimer leurs intérêts communs (encadré ci-contre).

Bien que le Congrès forestier mondial soit un forum international technique, il a suscité l’intérêt de décideurs de haut niveau. La plupart des chefs de services forestiers du monde étaient présents. Le pays hôte a organisé une réunion ministérielle à laquelle ont participé les ministres responsables des forêts d’Argentine, du Chili, de Chine, du Costa Rica, de Nouvelle-Zélande et de la République du Congo.

PROGRAMME DU CONGRÈS

Le programme technique comprenait 282 présentations, choisies parmi plus de 3 000 résumés soumis, couvrant les sept grands domaines thématiques du Congrès et 42 sous-thèmes:

- **Forêts et biodiversité** – situation des forêts et techniques d’évaluation, déforestation et fragmentation des forêts, restauration et réhabilitation des forêts, biodiversité, gestion de la conservation, faune sauvage, diversité génétique des forêts;
- **Produire pour le développement** – gestion des forêts, forêts plantées, systèmes agroforestiers, maintien et



Le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a prononcé un discours lors de la session plénière d’ouverture, notant que le fait de considérer les forêts comme partie intégrante d’objectifs économiques et sociaux élargis contribuera sensiblement aux efforts déployés pour réduire la pauvreté, la faim et la malnutrition

Journée de la forêt au Proche-Orient 19 octobre 2009

La Journée de la forêt au Proche-Orient a été organisée conjointement avec le XIII^e Congrès forestier mondial, sous les auspices de la Commission FAO des forêts pour le Proche-Orient, afin d’échanger avec la communauté internationale des forestiers des réflexions sur les préoccupations clés relatives à la foresterie dans la région du Proche-Orient et de l’Afrique du Nord – notamment les terrains de parcours et la conservation de la biodiversité, la faune sauvage et les aires protégées, les plantations forestières dans les zones arides et semi-arides, ainsi que le rôle des forêts du Proche-Orient dans le dialogue international.

Cet événement spécial a fourni aux experts forestiers, aux responsables des politiques, aux représentants de gouvernements, au secteur privé et aux organisations non gouvernementales (ONG), une occasion exceptionnelle d’échanger des opinions et des expériences, d’explorer des débouchés commerciaux et d’interagir avec les groupes de haut niveau de la région. Il a attiré, entre autres, des représentants des pays suivants: Arabie saoudite, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie et Yémen.

La réunion a sensibilisé les participants à l’importance de partager les leçons apprises et de donner suite aux résultats obtenus en matière de désertification, dégradation des forêts et des terres boisées, pénurie d’eau et érosion du sol. Les participants ont souligné la nécessité d’un surcroît d’efforts pour intégrer des politiques et stratégies forestières adaptées dans la gestion générale des ressources en terres. L’attention s’est focalisée dans une large mesure sur la manière de mobiliser les ressources nécessaires pour renverser la tendance à la disparition des forêts de la région. Les participants ont aussi insisté sur l’importance de la collaboration entre secteur privé et secteur public et entre les gouvernements, les ONG et les institutions de recherche, un élément indispensable pour promouvoir et valoriser les produits et services forestiers dans les zones arides.

Un des résultats tangibles de cette rencontre a consisté en une série de recommandations et de conclusions, élaborée par une équipe de base d’experts forestiers qui ont participé à l’événement, devant être présentée à la prochaine session de la Commission des forêts pour le Proche-Orient, à Tunis (Tunisie), du 5 au 9 avril 2010.



Pour célébrer l'ouverture du Congrès, Cristina Fernández de Kirchner, Présidente de l'Argentine, a planté un arbre à la Casa Rosada – le siège de la présidence – pour symboliser l'engagement pris par son pays vis-à-vis de la conservation et de la gestion des ressources forestières

augmentation de la capacité de production des forêts, forêts et énergie, pratiques d'exploitation forestière, produits forestiers non ligneux, arbres hors des forêts et autres zones boisées;

- **Forêts au service des populations** – forêts et eau, forêts et changement climatique, tourisme et loisirs, forêts urbaines et périurbaines, forêts de montagne et moyens d'existence, évaluation des services environnementaux et partage des avantages;
- **Entretien de nos forêts** – incendies de forêt, espèces envahissantes, ravageurs et maladies, autres perturbations;
- **Opportunités de développement** – viabilité et rentabilité économiques, industrie et mise en valeur des forêts, petites et moyennes entreprises forestières, commerce des produits forestiers, certification forestière, forêts et réduction de la pauvreté;
- **Organisation du développement forestier** – dialogue et processus internationaux, instruments de planification et de développement forestiers, structure des institutions, application des lois et bonne gouvernance, recherche, vulgarisation et éducation, politiques et influences intersectorielles, apport du secteur forestier aux économies nationales et locales, information forestière;
- **Interaction harmonieuse entre l'homme et les forêts** – régime foncier, populations autochtones, communautés et institutions, gestion et procédés participatifs, travail dans le secteur forestier, questions de parité hommes-femmes et foresterie.

Seize orateurs principaux invités ont introduit les grands domaines thématiques en salle plénière.

Cinq sessions plénières, 62 sessions techniques et trois forums spéciaux ont fourni de multiples opportunités aux participants d'échanger et d'accroître leurs connaissances sur les forêts et sur des questions intersectorielles. En outre, plus de 100 événements parallèles ont été organisés par des institutions ayant un intérêt particulier pour les forêts, notamment en matière de populations autochtones, écosystèmes de montagne, diversité biologique et financement. Plus de 1 500 affiches ont été exposées, fournissant une occasion supplémentaire de présentation des expériences de terrain.

ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

Forums sur des thèmes d'actualité

Des forums de la durée d'un après-midi ont été consacrés à deux thèmes: les forêts et l'énergie; les forêts et le changement climatique. Ces sessions tenues en salle plénière ont attiré un public nombreux; elles comprenaient des présentations de

haut niveau, suivies de discussions de groupe approfondies.

Le résultat principal du forum sur le changement climatique a consisté en un message des organisateurs du Congrès forestier mondial à la quinzième Conférence des Parties (COP 15) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (encadré p.6).

Les participants au Forum sur les forêts et l'énergie ont discuté des répercussions de la production de bioénergie sur le sec-

Euclides Pereira, représentant les populations autochtones de l'Amazonie brésilienne, a rejeté le concept d'Amazonie «vierge», car les pratiques indigènes ont toujours comporté des interventions sur la nature (y compris la production de cultures vivrières qui ont contribué à nourrir le monde); il a attiré l'attention plutôt sur la longue expérience des populations autochtones en matière de conservation des terres, des ressources naturelles, de l'eau et de la biodiversité



Les forêts et le changement climatique: de Buenos Aires à Copenhague

Les liens entre les forêts et le changement climatique ont fait l'objet de débats au cours de quatre sessions techniques (atténuation, impacts et adaptation, politiques et institutions, carbone forestier et marchés du carbone), de 14 événements spéciaux organisés par des organisations partenaires, et d'un forum d'une demi-journée intitulé «Forêts et changement climatique: à Copenhague et au-delà».

Les résultats des diverses sessions sont reflétés dans le message ci-après du Congrès, adopté le vendredi 23 octobre 2009, et adressé à la COP 15 de la CCNUCC (Copenhague, Danemark, décembre 2009).

Le XIII^e Congrès forestier mondial note avec préoccupation les impacts du changement climatique sur les forêts et met fortement l'accent sur le rôle important que jouent les forêts dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, ainsi que sur la nécessité pour les populations tributaires des forêts et les écosystèmes forestiers de s'adapter à ce défi.

Les forêts sont plus que le simple piégeage du carbone. Elles renferment les deux tiers de toute la biodiversité terrestre, et procurent des biens et services écosystémiques indispensables, comme l'eau, les aliments et le revenu tiré de 5 000 produits forestiers commerciaux. Les forêts sont le pilier de l'identité culturelle et spirituelle de milliards de personnes, qui comprennent en premier lieu les populations autochtones et les communautés locales.

Le XIII^e Congrès forestier mondial lance un appel pour une action urgente et ratifie les principaux messages du Cadre stratégique pour les forêts et le changement climatique du Partenariat de collaboration sur les forêts, de son Groupe d'experts sur l'adaptation des forêts au changement climatique, et de la Déclaration du dialogue sur les forêts concernant les forêts et le changement climatique, en particulier ce qui suit:

- *Les forêts contribuent favorablement au bilan mondial du carbone. Le maintien de stocks importants de carbone, en réduisant la déforestation et la dégradation des forêts et en promouvant la gestion durable de tous les types de forêts, y compris la conservation de la biodiversité, la protection et la restauration des forêts, devrait être parmi les plus hautes priorités du secteur forestier.*
- *La gestion forestière durable offre un cadre efficace pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets dans les forêts.*
- *Pour que les forêts puissent exploiter pleinement leur capacité à relever les défis du changement climatique, il faut améliorer la gouvernance forestière, renforcer les financements et la création de capacités, et augmenter les processus visant la responsabilisation des populations privées de leurs droits, y compris les populations autochtones et les autres communautés tributaires des forêts.*
- *Les produits forestiers et les combustibles ligneux récoltés durablement peuvent réduire les émissions de gaz à effet de serre, s'ils remplacent des matériaux produisant de fortes émissions par des matériaux renouvelables, neutres ou à faibles émissions.*
- *Même si les mesures d'adaptation sont appliquées intégralement, le changement climatique dépasserait à la longue la capacité d'adaptation de nombreuses forêts, et par conséquent la prise de mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans les forêts devrait se poursuivre simultanément.*
- *La collaboration intersectorielle, le renforcement de la gouvernance forestière, l'établissement d'incitations économiques favorables et la viabilité accrue des moyens d'existence des populations pauvres sont essentiels pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts.*
- *La surveillance et l'évaluation précises des forêts contribuent à orienter les prises de décisions et devraient être renforcées d'une façon coordonnée et transparente.*
- *Les mesures prises en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans les forêts bénéficieraient d'un engagement plus actif de la part des spécialistes forestiers.*

Le XIII^e Congrès forestier mondial insiste sur l'importance de réduire la pauvreté qui est un moteur de déforestation, de sauvegarder les droits des populations autochtones et des communautés tributaires des forêts, et de reconnaître les rôles importants que le secteur privé et la société civile jouent dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses conséquences.

Le XIII^e Congrès forestier mondial appuie l'inclusion de la REDD-plus dans l'accord sur la coopération à long terme convenu au titre de la CCNUCC, y compris de plus fortes incitations à la conservation, à la gestion durable des forêts et à l'accroissement des stocks de carbone dans les pays en développement; il lance aussi un appel en faveur d'un surcroît de soutien à l'adaptation dans le secteur forestier.

teur forestier. Ils ont échangé leurs vues sur l'état des technologies de production de dendroénergie, les impacts sociaux et environnementaux de la production de bioénergie et les atouts que les politiques bioénergétiques présentent pour le développement durable (encadré p.7).

Le Forum sur l'investissement et le financement était un autre événement novateur (encadré p.8). Des représentants d'institutions financières et de développement, de fonds forestiers et d'investissement, de fonds d'actions privés, d'entreprises forestières, de banques

et de gouvernements ont examiné les stratégies permettant de surmonter la crise financière actuelle, grâce à de nouveaux modèles d'entreprises, à la restructuration de l'industrie, à de nouveaux instruments financiers et à des systèmes novateurs d'investissement.



XIF CFM

Plus de 1 500 participants ont présenté des affiches

Rencontre des entreprises et d'autres parties prenantes

Parallèlement au programme principal, un espace a été réservé aux interactions entre les participants du secteur privé, notamment des producteurs de produits forestiers, des commerçants, des institutions financières et des investisseurs. Le mercredi 21 octobre, une table ronde d'une journée entière a réuni 205 représentants d'entreprises participant à des activités forestières, venus de 31 pays. Plus de 1 000 réunions face à face ont été enregistrées, qui ont débouché sur des engagements commerciaux totalisant 35 millions de dollars EU.

De nombreux groupes et organisations forestiers – tels que le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) et la

Les participants au Congrès ont conseillé la prudence vis-à-vis des progrès de la bioénergie

Le Forum sur les forêts et l'énergie a attiré près de 2 500 participants; neuf orateurs ont abordé dans leur présentation des questions techniques et de politique relatives à ce thème. Les débats sont revenus à maintes reprises sur les trois points fondamentaux ci-après.

- *La bioénergie et les changements d'affectation des terres.* De nombreux orateurs ont noté que le remplacement des combustibles fossiles par des biocombustibles aura des impacts significatifs sur l'utilisation des terres. Les questions clés qu'il faut approfondir à cet égard comprennent la conversion éventuelle des forêts aux cultures bioénergétiques, la concurrence accrue que les cultures agricoles devront soutenir entre l'utilisation alimentaire et la production énergétique, et les conséquences socio-économiques de grands changements dans l'affectation des terres, le régime de propriété des terres et le régime foncier. L'utilisation de terres dégradées et des déchets de biomasse existants réduit l'incidence de l'avancée de la bioénergie sur l'utilisation des terres, mais elle n'est pas entièrement exempte de problèmes.
- *Les technologies bioénergétiques.* Le développement des biocombustibles est aujourd'hui centré dans une large mesure sur la production de biocombustibles liquides provenant de cultures agricoles, mais la technologie qui sert à tirer les biocombustibles à partir du bois s'améliore, et la production devrait augmenter sensiblement

à l'avenir. L'industrie de la pâte et du papier témoigne un vif intérêt pour la mise au point de technologies tant biochimiques que thermochimiques servant à convertir la cellulose en bioénergie, et le concept de raffinage biologique est appelé à devenir une importante plateforme technologique. Environ 3,8 milliards de dollars EU sont investis actuellement dans la recherche et le développement relatifs à ces technologies de la deuxième génération; ces dernières ont maintenant atteint le niveau de l'entreprise témoin, mais sont encore loin d'être économiquement viables par rapport aux types de biocombustibles liquides existants.

- *L'emploi du bois pour la production de bioénergie.* Le bois est déjà de loin la source de bioénergie la plus importante et il le restera à l'avenir. Une grande partie de ce bois consiste en bois de feu et charbon de bois utilisés dans les pays en développement, mais des utilisations plus modernes du bois pour la production de chaleur et d'électricité se répandent de façon croissante. D'une manière générale, le bois présente beaucoup plus d'avantages que d'autres matériaux existants pour la production d'énergie. Cependant, son utilisation à cette fin fera augmenter la demande totale de bois, si bien que la durabilité de la production et la concurrence vis-à-vis d'autres utilisations du bois existant sont d'importantes questions qu'il convient d'approfondir.

Un certain nombre d'orateurs ont décrit les politiques bioénergétiques ambitieuses déjà en place en Amérique du Nord et en Europe, et ont noté que beaucoup de pays en développement élaborent ou appliquent aussi des politiques dans ce domaine. En outre, plusieurs partenaires internationaux s'intéressent aux questions techniques et de politique afférentes à la bioénergie et à son développement durable, comme la formulation de principes, critères et indicateurs pour la production bioénergétique.

Après les présentations techniques, les participants ont exprimé leur opinion sur les avantages ou les inconvénients du développement de la bioénergie pour le secteur forestier. Le résultat intéressant était qu'environ 50 pour cent estimaient qu'il serait défavorable, alors que 40 pour cent pensaient qu'il serait avantageux (environ 10 pour cent étaient indécis). Aussi faudra-t-il examiner et résoudre de nombreux problèmes avant que la communauté forestière puisse donner sans réserve son appui au développement de la bioénergie.

Conclusions du Forum sur l'investissement et le financement 22 octobre 2009

Les participants ont estimé que l'investissement dans les forêts tropicales est tout à fait insuffisant, même si le taux de revenu des investissements dans les plantations forestières et la gestion durable des forêts se situe entre 15 et 25 pour cent. Moins de 1 milliard de dollars EU par an d'aide publique au développement (APD) est affecté à la foresterie tropicale. Les obstacles à l'investissement forestier dans les économies en développement comprennent la perception du risque élevé que présentent des investissements à longue échéance (à cause de l'insécurité du régime foncier, de l'instabilité politique, de la faiblesse des institutions et des cadres réglementaires, et de la question des droits de l'homme) et la capacité limitée à absorber les investissements (en raisons des faiblesses de l'infrastructure financière, du manque de partenaires adaptés et de la pénurie de compétences).

Pour améliorer les conditions de l'investissement dans les pays forestiers tropicaux, il est nécessaire de combler les lacunes suivantes:

- le manque d'investissements – par le biais de partenariats locaux, de l'allègement de la bureaucratie et du renforcement des capacités des institutions forestières, commerciales et financières;
- le risque pour les investissements – par le renforcement du rôle des banques de développement multilatérales (prêts à longue échéance, assurance contre les risques politiques et de régime foncier, et facilitation du financement des échanges commerciaux);
- le manque de connaissances – par le renforcement des relations entre investisseurs, l'amélioration de la transparence des prix et la promotion des plans d'investissement nationaux ou sectoriels;
- les faiblesses du marché – par la correction des échecs du marché, l'établissement de marchés du carbone pleinement performants et les accords-cadres à long terme pour le carbone, la réduction du coût des transactions, le renforcement des signaux que donnent les prix pour des produits durables, le renforcement des capacités des banques locales et le soutien aux innovations.

Un mécanisme permettant de réduire les émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD), qui comprend la conservation, la gestion durable des forêts et l'accroissement des stocks forestiers (REDD-plus), pourrait catalyser les transformations économiques et accroître les investissements dans les pays tropicaux. Mais la déforestation va bien au-delà de la question du carbone, et le marché du carbone ne fonctionne pas encore pleinement. C'est pourquoi la REDD-plus doit être en mesure de promouvoir l'établissement d'entreprises privées viables pour pouvoir réussir. Pour le dire en termes humains, environ 1,8 milliard de personnes utilisent les forêts et les arbres pour satisfaire une partie de leurs besoins, quelque 500 millions de personnes dépendent directement des ressources forestières pour leurs moyens d'existence, et environ 50 millions de personnes vivent littéralement au sein des forêts. La REDD-plus devrait aider ces personnes à vivre convenablement.

commission de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO) – ont tenu des réunions à Buenos Aires avant la semaine du Congrès, profitant de la présence d'experts venus du monde entier. La FAO et l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) ont organisé un événement sur la coopération régionale en matière forestière. Des membres du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux ont rencontré des partenaires sud-américains. Quelques jours avant l'ouverture du Congrès, le pays hôte a organisé un cours de formation spécial sur la génétique forestière avec des spécialistes internationaux.

Transcender le secteur forestier

Le Congrès forestier mondial ne s'adressait pas uniquement à des forestiers discutant de thèmes forestiers habituels, mais portait aussi sur d'autres domaines ayant une incidence sur les forêts. Par exemple, un événement qui a duré près de trois jours a été organisé parallèlement au programme principal: le deuxième Forum international sur les Systèmes ingénieurs du patrimoine

agricole mondial (SIPAM). L'orateur principal, M.S. Swaminathan, à qui avait été attribué le Prix mondial de l'alimentation 1987, a lancé un appel en faveur d'une révolution verte permanente, fondée sur la conservation dynamique des sites du

patrimoine agricole dans une époque de changement climatique. Le Forum a examiné les systèmes agricoles et les paysages créés, forgés et entretenus par des générations d'agriculteurs et d'éleveurs sur la base de diverses ressources naturelles, à l'aide

Valter Ziantoni a obtenu le premier prix du concours de photographies organisé par le Congrès forestier mondial pour son image de «L'Amazonie au quotidien»



de méthodes de gestion adaptées localement. Ces systèmes agroécologiques bien équilibrés comprennent l'agroforesterie pratiquée dans des environnements marginaux ou extrêmes, où les arbres ont un rôle important à jouer. Une allocution spéciale prononcée par Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière, République du Congo, a inscrit la foresterie dans l'optique des SIPAM.

Compenser l'empreinte carbone du Congrès

L'énorme participation au Congrès forestier mondial a donné lieu à une forte consommation d'énergie et à des milliers de kilomètres de voyages par avion, mer et route, qui ont libéré dans l'atmosphère une quantité gigantesque d'anhydride carbonique. Pour pallier ces émissions et contribuer à l'atténuation du changement climatique, les organisateurs du Congrès ont organisé l'achat de crédits-carbone d'un projet de dendroénergie réalisé au Brésil – créant ainsi le premier Congrès forestier mondial «neutre en carbone».

CLÔTURE ET DÉCLARATION

Le XIII^e Congrès forestier mondial s'est achevé sur une déclaration finale résumant les points et recommandations les plus pertinents, issus des nombreux débats et présentations qui se sont déroulés pendant toute la semaine. La déclaration a identifié neuf conclusions et 27 actions stratégiques (encadré p.10). Dans son préambule, il est noté que:

Les forêts sont un atout d'une valeur inestimable pour l'humanité, fournissant une source de revenus à des milliards de personnes, contribuant au développement environnemental durable, et représentant une source de valeurs sociales et spirituelles pour les personnes, les communautés et les nations. À travers leur gestion durable, les forêts peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté et à la sauvegarde de la biodiversité, tout en fournissant une vaste gamme de produits et services aux générations actuelles et futures, dans le contexte du changement climatique.

La déclaration affirme que la gestion durable des forêts, bien qu'elle ne suffise pas à elle seule à résoudre la multitude des problèmes auxquels les forêts se heur-



Quelques scènes du hall d'exposition, notamment l'inauguration du Congrès par ses organisateurs

Actions stratégiques du XIII^e Congrès forestier mondial

Collaborer avec des partenaires extérieurs au secteur forestier

- *Entreprendre des actions intersectorielles intégrées à l'échelon mondial, régional, national et local, concernant des questions clés comme le changement climatique, la bioénergie, l'eau, la biodiversité, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, afin d'atténuer les impacts défavorables sur les forêts.*
- *Mettre en œuvre des mécanismes de surveillance et de communication intersectoriels pour influencer les politiques et les interventions forestières.*

Influencer les opinions et perceptions quant à la valeur des forêts

- *Créer des mécanismes novateurs qui incorporent le savoir local et autochtone comme source d'informations valables pouvant enrichir les connaissances et la compréhension de la gestion durable des forêts.*
- *Renforcer les interfaces entre les connaissances forestières et la société, en mettant l'accent en particulier sur les leaders d'opinion au sein des populations locales, afin d'influencer les décideurs.*

Mécanismes économiques visant à tenir pleinement compte de la valeur des forêts pour la société

- *Promouvoir l'élaboration de mécanismes aux niveaux local, régional, national et mondial pour accroître la prise de conscience des nouvelles valeurs économiques des forêts, qui fournissent aux propriétaires fonciers et aux communautés des incitations financières à gérer les forêts pour ces valeurs.*
- *Mettre immédiatement l'accent sur les mécanismes afférents au changement climatique comme priorité principale, en portant une attention particulière aux questions relatives à la REDD.*
- *Déployer davantage d'efforts pour formuler des politiques et stratégies intégrées permettant la gestion efficace des ressources forestières et hydriques.*

Forêts plantées

- *Reconnaître la capacité des forêts plantées à satisfaire des besoins économiques, sociaux et environnementaux.*
- *Centrer les activités sur les paysages dégradés, notamment la restauration des terres boisées dégradées.*
- *Concevoir et appliquer des technologies aptes à maintenir et à renforcer la productivité des forêts plantées et leur contribution aux niveaux du territoire local et du paysage.*

La bioénergie forestière

- *Établir des forêts énergétiques en tenant compte de la durabilité pour réduire au minimum le risque de conséquences involontaires dans les secteurs forestier, agricole et énergétique.*
- *Appliquer des politiques de bonne gouvernance pour le développement durable de la bioénergie.*
- *Concevoir et améliorer les technologies visant à renforcer la production et l'efficacité des utilisations de la biomasse à des fins énergétiques, y compris les technologies de la deuxième génération.*

Les forêts et le changement climatique

- *Concevoir de nouvelles approches visant à renforcer le piégeage du carbone par les forêts et à promouvoir de nouvelles méthodes de gestion face aux changements climatiques, et les appliquer largement.*
- *Fournir des informations en connaissance de cause et scientifiquement prouvées aux négociations sur le changement climatique.*
- *Simplifier les normes sur le boisement/reboisement du Mécanisme pour le développement propre (MDP) et la mise en œuvre de la REDD-plus.*
- *Insister pour que les besoins locaux actuellement satisfaits par les forêts soient respectés et reflétés dans les mécanismes et politiques internationaux concernant le changement climatique.*
- *Étendre la recherche sur l'adaptation au changement climatique et à ses impacts sur les écosystèmes, les économies et les sociétés.*

Écosystèmes fragiles, notamment zones arides, petites îles, terrains marécageux et montagnes

- *Promouvoir la protection et la restauration des écosystèmes fragiles, afin d'améliorer leur résilience et leur adaptation à l'évolution du climat et aux impacts humains, et de sauvegarder leurs services environnementaux vitaux, y compris la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des habitants.*
- *Accroître les efforts visant à combattre la désertification grâce au développement des ressources forestières.*

Industrie forestière

- *Créer un cadre décisionnel et juridique porteur pour le secteur de l'industrie forestière.*
- *Développer la recherche pour mettre au point de nouvelles technologies propres et de nouveaux produits forestiers.*

Politiques forestières, bonne gouvernance et institutions

- *Améliorer la gouvernance à tous les niveaux du secteur forestier, y compris le renforcement des capacités des institutions forestières, afin de renforcer l'application des lois et règlements, et faciliter la gestion durable des forêts par des intervenants publics et privés.*
- *Fournir des mécanismes améliorés permettant de reconnaître et de valoriser les rôles des femmes dans le secteur aussi bien formel qu'informel.*
- *Perfectionner les compétences des travailleurs et créer les conditions nécessaires pour garantir un travail productif réalisé en pleine sécurité dans un secteur forestier en expansion.*
- *Promouvoir la réforme des régimes fonciers en conférant aux communautés et aux parties prenantes locales des droits sûrs leur permettant d'utiliser et de gérer les ressources forestières.*
- *Formuler des stratégies financières dans le cadre des programmes forestiers nationaux à l'aide d'instruments novateurs qui encouragent l'investissement et le développement des marchés dans le domaine forestier.*

tent, contribue à réaliser l'équilibre vital entre les êtres humains et la nature, qui est nécessaire au développement durable, et que les conventions et processus en cours des Nations Unies, comme l'Instrument non juridiquement contraignant sur tous les types de forêts, fournissent des cadres institutionnels servant à l'action.

CONCLUSIONS

La semaine du Congrès a été riche en échanges d'informations techniques et discussions animées qui se sont déroulés partout, depuis la salle plénière et les 14 autres salles de réunion jusqu'à la vaste zone réservée aux expositions, à la section consacrée aux affiches, à l'ample espace destiné aux journalistes et à la confortable zone de repos.

L'hospitalité argentine bien connue, la haute qualité de la cuisine et l'ample choix d'événements culturels ont rendu très agréable le séjour des participants, malgré le calendrier serré du programme technique et la

Un congrès tenu à Buenos Aires n'aurait pas été complet sans le tango



multitude de personnes qui y ont pris part.

Les forêts et les populations qui utilisent les ressources forestières et en dépendent sentiront, d'une façon ou d'une autre, l'impact positif de cet événement important. La planification et la tenue d'un

Congrès forestier mondial est un investissement à long terme, et la déclaration finale, bien que n'étant pas un document juridiquement contraignant, guidera les efforts vers l'équilibre vital de forêts en développement. ♦